LE CONSEIL NATIONAL DU RCD EN A PRIS ACTE UNE FOIS DE PLUS :

«Il y a blocage général des institutions»

Pour le RCD, le blocage général des institutions de l'Etat, en premier lieu le gouvernement, ne relève pas d'une simple vue d'esprit mais d'une réalité induite par la «vacance» du pouvoir reconduite à travers «le deal qui a présidé à la décision de présenter Abdelaziz Bouteflika pour un quatrième mandat».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est là le constat établi, une fois de plus, par les membres du conseil national du parti réunis avant-hier en session ordinaire.

Pour ces derniers, les fuites organisées relatives à la teneur du rapport de l'Union européenne concernant l'élection présidentielle du 17 avril dernier, confirment «l'infamie» des décideurs nationaux et la «duplicité» des dirigeants des pays européens lorsqu'il s'agit «d'obtenir des concessions économiques et commerciales par l'extorsion des ressources du pays».

Et de rappeler la «paternité» d'une commission nationale indépendante pour la gestion de la totalité des processus électoraux, «une proposition du RCD avalisée par l'ensemble de l'opposition algérienne», note le parti.

Une entité qui constitue, pour les partis et les personnalités partisans d'une période de transition, un «préalable» pour participer à tout scrutin.

Traitant de la grève de l'éducation qui vient de prendre fin après des semaines de paralysie, le RCD y voit la «faillite» d'un exécutif réduit à des individus sans «perspective cohérente». Une feuille de route similaire à celle adoptée pour toutes les autres formes de contestation. Comme celles des populations d'In Salah qui «pourront tenir leur sit-in sur la place Somoud pour, le «Sud utile», quant à lui, demeure gardée par l'Armée… Halliburton pourra vaquer à ses occupations», relèvent encore les membres du conseil national du RCD.

Photo : Samir Sid

Le parti de Belabbas dénonce l'illégitimité du pouvoir.

Le parti que dirige Mohcine Belabbas voit également en le message, que l'on «attribue» au chef de l'Etat et lu à Ghardaïa jeudi dernier à l'occasion de la journée nationale de la Victoire, comme un signe de «panique», palpable aussi à travers la «sortie du bois des soutiens périphériques du régime en vue d'alimenter la polémique et de braquer les projecteurs sur de multiples clowneries».

Et cette absence de légitimité du pouvoir, le RCD soutient qu'elle n'est pas de nature à «peser d'un poids significatif dans la solution des conflits malien et libyen, cela, en dépit de l'aval des grandes puissances intéressées».

M. K.

MOKRI RÉPOND À BOUTEFLIKA :

«Ne traînez pas l'opposition dans la guerre des clans»

Le président du MSP, Abderrezak Mokri, a appelé hier Abdelaziz Bouteflika à ne pas traîner l'opposition dans la guerre des clans du pouvoir.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Abderrezak Mokri a jugé hier, à Alger, le message du président de la République, du 19 mars particulièrement «menaçant», mais aussi «désolant» et «préoccupant».

Un message dont il doute d'ailleurs des circonstances de sa rédaction. «Nous aurions aimé que le président s'adresse directement à la Nation et non pas via des lettres dont on ignore d'ailleurs les circonstances exactes de leur rédaction», a-t-il d'emblée estimé.

Le président du MSP qui s'exprimait à l'occasion d'une conférence de presse pense que «c'est plutôt ce genre de menaces qui touchent à la stabilité et l'unité du pays». Aussi et comme pour lancer un défi à Abdelaziz Bouteflika, le conférencier dit souhaiter «voir le Président s'attaquer à la corruption qui menace réellement l'avenir du pays». Il le relance d'ailleurs sur l'affaire Sonatrach et Khalifa : «Nous vous tirerons chapeau si vous ramenez Chakib Khelil qui est d'ailleurs proche de vous, pour être jugé ou encore que la justice traite sérieusement l'affaire Khalifa.»

Photo : Samir Sid

Mokri appelle Bouteflika à s'adresser directement aux Algériens.

Toujours dans la même lancée, Mokri souhaite aussi voir Abdelaziz Bouteflika s'exprimer sur les problèmes qui touchent le système éducatif, la cherté de la vie et aborder sérieusement la crise économique qui déséquilibre le pays au lieu de s'attaquer à l'opposition. Des attaques et des menaces qu'il rejette et condamne fermement : «Qu'est-ce que cela veut dire sinon d'achever le peu qui reste d'espaces de liberté. Non, nous refusons ce genre de comportement».

Sur le même chapitre, le président du MSP considère que «le Président devrait plutôt se féliciter d'avoir en face une opposition consciente, responsable et qui travaille dans le respect de la loi». Une opposition, poursuit-il «qui n'a rien à voir dans des histoires de lutte de clans».

Ainsi, il apparaît clairement à Abderrezak Mokri, que le message menaçant du 19 mars est synonyme d'un conflit à l'intérieur du pouvoir.

«Ne traînez pas l'opposition dans une guerre de clans. Au lieu d'agir ainsi, il fallait peut-être citer nommément ceux que vous visez», a-t-il lancé tout en concluant qu'«une telle démarche participe surtout à affaiblir le front de l'intérieur et n'est pas pour rassurer nos voisins et partenaires».

M. M.

L'IDÉE SERA DÉBATTUE LORS DU PROCHAIN SOMMET DE LA CNLTD

Une délégation «citoyenne» pour voir Bouteflika

La Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique compte vérifier de «près» la santé du président de la République.

Ceci via une «délégation citoyenne» qui aura à solliciter une audience au Premier magistrat du pays. L'idée «inédite» sera débattue, selon le président de Jil Jadid, lors du sommet de la CNLTD prévu au tout début du mois d'avril prochain.

Pour Soufiane Djilali, qui animait hier samedi une conférence de presse, il s'agira concrètement de choisir parmi la société civile un panel de personnes et de personnalités réputées pour leur sagesse, leur probité et leur intégrité qui auront à demander à rencontrer le président de la République. L'objectif étant, reconnaîtra-t-il, loin d'être inavoué puisqu'il s'agira de voir «si le président est en bonne santé, s'il accomplit convenablement ses missions».

Une idée née du dernier message du président de la République de jeudi dernier qui, de par sa virulence peu coutumière à l'endroit de l'opposition et de la presse, a fait douter plus d'un quant à la paternité d'une telle allocution. «Ce n'est pas le style du président.

C'est un discours de guerre qui met le feu aux poudres», estime Soufiane Djilali pour qui, «la conjonction entre l'opposition et la société civile scellée lors de la dernière manifestation de Ouargla et les slogans brandis à l'occasion ont créé une panique en haut lieu». Et d'ajouter que le citoyen n'est plus anesthésié, ce qui fait peur au pouvoir» qui a face à lui «une opposition et pas «plusieurs oppositions». Estimant que le «pouvoir admet d'être critiqué mais pas d'être compris», le président de Jil Jadid a répondu au secrétaire général du FLN et ne manquera pas de répliquer au patron du FLN qui venait de le qualifier d'intellectuel dont le parti ne pèse pas. «Au moins moi, je suis un universitaire, pas un... drabki», se contentera-t-il de dire. Par ailleurs, le président de Jil Jadid appelle à des états généraux de l'éducation.

Et d'ores et déjà, le parti a établi un rapport que le conseil national devra étudier et adopter prochainement à l'effet de le proposer à cette rencontre qui se veut une alternative parmi d'autres à l'échec patent de notre système éducatif.

M. K.